

 Groupe ActionLogement	MO 03 – DESIGNATION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE
	MARCHE SUBSEQUENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

ACCORD CADRE 19M05C074 MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

MARCHE SUBSEQUENT DE MAITRISE D'ŒUVRE N° 07

Opération de construction neuve

Cahier des Clauses Administratives Particulières

PROGRAMME

VILLE + CP	COUBRON (93470)
RUE	21/29 rue Jean Jaurès
DESIGNATION DE L'OPERATION	Construction de 24 logements collectifs, 8 logements individuels, 22 places de stationnement en sous-sol et 18 places de stationnement extérieures
DATE	Mars 2021

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE	4
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SUBSEQUENT	4
3. DUREE DU MARCHE	5
4. OBLIGATIONS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
4.1. MISSIONS DU MAITRE D'OEUVRE ET OBLIGATION DE RESULTAT.....	5
4.2. MODALITES DE PRESENTATION DES PRESTATIONS ET D'APPROBATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OEUVRE	6
4.3. ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OEUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION	8
4.4. OBLIGATION D'EXECUTION PERSONNELLE DU MARCHE	9
4.5. OBLIGATION D'INFORMATION	11
4.6. OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	11
4.7. SECRET PROFESSIONNEL.....	11
5. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE.....	12
6. REMUNERATION ET MODALITES DE REGLEMENT	12
6.1. REMUNERATION FORFAITAIRE	12
6.2. EVOLUTION DES PRIX	13
6.3. MODALITES DE REGLEMENT	14
7. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	18
8. PENALITES ET PRIMES	18
8.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION ET OU VALIDATION DE DOCUMENTS	18
8.2. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LE CONTROLE ET LA TRANSMISSION DES ETATS DE SITUATION MENSUELS DES ENTREPRISES ET DES DECOMPTES DEFINITIFS	18
8.3. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION.....	19
8.4. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'ETABLISSEMENT DES PROCES-VERBAUX DE PRE-RECEPTION ET DE RECEPTION	19
8.5. CLAUSE D'INCITATION AU RESPECT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	19
8.6. SUBVENTION, PRIMES OU MAJORATIONS DE FINANCEMENT	19
8.7. CLAUSE DE RESPECT DES DELAIS D'EXECUTION DES OUVRAGES	19
8.8. SECURITE CHANTIER	20
8.9. PENALITES EN CAS D'ABSENCE AUX REUNIONS	20
9. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
10. RESILIATION	20
10.1. RESILIATION AUX TORTS DU MAITRE D'OEUVRE.....	20
10.2. RESILIATION SANS FAUTE SUR DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE	21
10.3. RESILIATION EN CAS DE FORCE MAJEURE	21
10.4. OBLIGATION DU MAITRE D'OEUVRE EN CAS DE RESILIATION	22

11. CO-TRAITANCE - SOLIDARITE	22
12. PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE	22
12.1. DROITS PATRIMONIAUX.....	22
12.2. DROIT MORAL	23
13. AVENANTS.....	24
14. REGLEMENT DES LITIGES	24
15. DEROGATIONS AU CCAG-PI	25
16. ANNEXE N° 1 : MISSION DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE	26

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché subséquent est conclu sur le fondement du lot n° 2 de l'accord-cadre n° AC 19M05C074 ayant pour objet « **Missions de Maîtrise d'Œuvre - Architecture d'insertion** ».

Conformément à l'article R.2162-10 du code de la commande publique, le présent marché subséquent est passé dans le cadre de la procédure de mise en concurrence définie à l'article 3 du CCP de l'accord-cadre.

Le présent marché subséquent, régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), est un marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération définie dans l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'acte d'engagement et détaillée au CCTP.

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie "Construction neuve d'ouvrage de bâtiment".

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ SUBSEQUENT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché subséquent sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre n° AC 19M05C074 énumérées à l'article 4 du CCP de l'accord-cadre ;
- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 (NOR : ECEM0912503A) en vigueur lors de la remise des offres et sous réserve des dérogations expressément prévues par le présent CCAP ;
- L'offre technique du titulaire.

Le MAÎTRE D'OEUVRE doit avoir une parfaite connaissance de son marché. Il est réputé connaître les différentes pièces contractuelles listées ci-dessus.

Il ne pourra donc se prévaloir, dans l'exercice de sa prestation, d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché notamment :

- Le LIVRE IV de la partie législative du code de la commande publique (articles R.2410-1 et suivants) ;
- Le LIVRE IV de la partie réglementaire du code de la commande publique (articles R.2412-1 et suivants) ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Par ailleurs, dans le cadre de son activité, le MAÎTRE D'OEUVRE est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation applicable.

3. DUREE DU MARCHE

Le présent marché prendra effet à compter de sa notification au MAITRE D'OEUVRE.

La mission du MAITRE D'OEUVRE s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement et après obtention de l'attestation visée à l'article R.462-10 du code de l'urbanisme certifiant que la conformité des travaux avec l'autorisation d'urbanisme n'a pas été contestée ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve de GPA.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du MAITRE D'OEUVRE, par le MAITRE D'OUVRAGE, dans les conditions de l'article 27.1 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

4. OBLIGATIONS DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

4.1. MISSIONS DU MAITRE D'OEUVRE ET OBLIGATION DE RESULTAT

Conformément à l'article L.2430-2 du code de la commande publique, le MAITRE D'OUVRAGE n'est pas soumis aux dispositions du titre III « MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVEE » du Livre IV « DISPOSITIONS PROPRES AUX MARCHES PUBLICS LIES A LA MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE ET A LA MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVEE » du code de la commande publique. Le MAITRE D'OUVRAGE est donc libre de définir les éléments de mission confiés au MAÎTRE D'ŒUVRE, en référence aux articles R.2431-1 et suivants du code de la commande publique.

La mission confiée au MAITRE D'OEUVRE est, dans la limite des éléments de mission énumérés dans l'Acte d'Engagement, une mission portant à la fois sur la conception de l'ouvrage et sur l'intégralité des phases concourant à son exécution et à son parfait achèvement.

L'étendue exacte des obligations du MAITRE D'OEUVRE retenues au présent marché est définie :

- par la description des éléments de missions normalisées figurant aux articles R.2431-1 et suivants du code de la commande publique = et son arrêté d'application du 22 mars 2019,
- à titre complémentaire, par le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes,
- d'une manière générale pour l'ensemble des tâches traditionnellement attachées, par l'usage ou les Tribunaux, à l'exercice du rôle du MAITRE D'OEUVRE.

La définition du contenu de chaque élément de mission est établie en termes d'obligation de résultat.

4.2. MODALITES DE PRESENTATION DES PRESTATIONS ET D'APPROBATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OEUVRE

4.2.1. EN PHASE ETUDES

a) Conditions de présentation des prestations par le Maître d'Œuvre

Par dérogation à l'article 26.3.2 al.2 du CCAG-PI, le MAITRE D'OEUVRE est dispensé d'aviser par écrit le MAITRE D'OUVRAGE de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au MAITRE D'OUVRAGE sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
Etudes d'esquisse	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification du marché	4 tirages
Etudes d'avant-projet sommaire	Date d'effet indiquée dans l'ordre de service A défaut, date de l'accusé de réception par le MAITRE D'OEUVRE de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.	3 tirages
Etudes d'avant-projet définitif		2 tirages
Dossier de permis de construire		Nb. De tirages demandés par l'administration + 5 + 1 reproductible
Etudes de projet		2 + 1 reproductible
Dossier de consultation des entreprises		2 + 1 reproductible
Analyse des offres et mise au point des marchés de travaux		
Etudes d'exécution / Synthèse / Visa		5 + 1 reproductible
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception des travaux	4 + 1 reproductible

Format et support choisis pour la remise des études

Les études sont remises au maître d'ouvrage sur le support suivant : **Dossier papier + voie dématérialisée**

Les formats informatiques admis sont : **PDF + AUTOCAD ou équivalent + IFC**

b) Délais de remise des études après approbation par le MAITRE D'OUVRAGE

	Délai de remise des études après approbation par le MAITRE D'OUVRAGE
Etudes d'esquisse	2 semaines
Etudes d'avant-projet sommaire	4 semaines
Etudes d'avant-projet définitif et dossier de permis de construire	4 semaines
Etudes de projet	7 semaines
Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
Rapport d'analyse des offres	2 semaines
Présentation des Marchés de travaux	2 semaines
Etudes d'exécution / Synthèse / Visa	2 semaines
Dossier des ouvrages exécutés	A date de réception

4.2.2. EN PHASE TRAVAUX

a) Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du MAITRE D'OEUVRE dans les formes et conditions fixées au CCTP.

b) Vérification des projets d'état de situation mensuels des entrepreneurs

Le MAITRE D'OEUVRE doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets d'état de situation mensuels établis par l'entrepreneur et à leur transmission au MAITRE D'OUVRAGE dans les formes et conditions prévues au CCTP.

c) Vérification du projet de décompte définitif des entrepreneurs

A l'issue des travaux, les entrepreneurs adressent au MAITRE D'OEUVRE leurs projets de décompte définitif.

4.2.3. ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OEUVRE

Le MAITRE D'OEUVRE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au MAITRE D'OUVRAGE.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le MAITRE D'OEUVRE qui les adresse aux entrepreneurs.

Toutefois :

- le MAITRE D'OEUVRE ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le MAITRE D'OUVRAGE ou avoir obtenu une décision écrite préalable dans les cas suivants :
 - modification du programme initial entraînant une modification de projet
 - notification de la date de commencement des travaux
 - passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
 - notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
 - interruption ou ajournement des travaux
 - modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,
- seul le MAITRE D'OUVRAGE peut émettre un ordre de service dans les cas suivants :
 - quand une décision du MAITRE D'OUVRAGE marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au MAITRE D'OEUVRE d'engager un élément de mission)
 - quand le MAITRE D'OUVRAGE décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
 - quand une décision du MAITRE D'OUVRAGE est susceptible de modifier les dispositions contractuelles

Le MAITRE D'OEUVRE est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le MAITRE D'OUVRAGE, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du MAITRE D'OUVRAGE seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque le MAITRE D'OEUVRE estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au MAITRE D'OUVRAGE dans un délai de 15 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

4.3. ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OEUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION

4.3.1. AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

a) Enveloppe financière fixée par le MAITRE D'OUVRAGE

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

b) Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au MAITRE D'OEUVRE, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux. Tout dépassement de l'enveloppe financière devra être notifié par le MAITRE D'OEUVRE au MAITRE D'OUVRAGE pour validation.

c) Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le MAITRE D'OEUVRE et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le MAITRE D'OEUVRE assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du MAITRE D'OEUVRE intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

Si le coût prévisionnel de travaux proposé par le MAITRE D'OEUVRE au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le MAITRE D'OUVRAGE à l'article 4.2 de l'acte d'engagement, le MAITRE D'OUVRAGE peut refuser de réceptionner les prestations et demander au MAITRE D'OEUVRE, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 2 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

L'avancement des études permet au MAITRE D'OEUVRE lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le MAITRE D'OEUVRE doit reprendre gratuitement ses études si le MAITRE D'OUVRAGE le lui demande.

d) Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le MAITRE D'OUVRAGE décide des modifications de programme, conduisant à des modifications de plus de 10% dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

e) Respect de l'engagement du MAITRE D'OEUVRE

Le respect de l'engagement du MAITRE D'OEUVRE s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

f) Conséquences du non-respect de l'engagement

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le MAITRE D'OUVRAGE peut :

- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.
- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises.

Dans ce cas, conformément à l'article R.2432-3 alinéa 3 du code de la commande publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Le MAITRE D'OEUVRE fait des propositions dans ce sens au MAITRE D'OUVRAGE dans un délai de **15** jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le MAITRE D'OUVRAGE, le MAITRE D'OEUVRE doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au MAITRE D'OUVRAGE de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence.

4.3.2. APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

a) Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le MAITRE D'OEUVRE assume sa mission, passés par le MAITRE D'OUVRAGE pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le MAITRE D'OUVRAGE au MAITRE D'OEUVRE. Le MAITRE D'OEUVRE s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 du ou des marchés de travaux.

b) Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **2 %**

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

c) Comparaison entre réalité et tolérance

Le respect de l'engagement du MAITRE D'OEUVRE sur le coût de réalisation des travaux est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux résultant des décomptes finaux et factures des opérateurs économiques chargés des travaux.

Le coût constaté déterminé par le MAITRE D'OUVRAGE après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M_0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires imputables au MAITRE D'OUVRAGE.

d) Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le MAITRE D'OEUVRE supporte une pénalité égale à une réduction de **15 %** de la rémunération correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des contrats de travaux (taux mentionnés à l'Acte d'Engagement).

4.4. OBLIGATION D'EXECUTION PERSONNELLE DU MARCHÉ

4.4.1. CESSIION DU MARCHÉ

Le présent marché ne pourra être cédé totalement ou partiellement par le MAITRE D'OEUVRE sans l'autorisation écrite du MAITRE D'OUVRAGE.

Si la cession est autorisée par le MAITRE D'OUVRAGE, le MAITRE D'OEUVRE cédant restera solidairement tenu avec le MAITRE D'OEUVRE cessionnaire à l'exécution des prestations objet du présent marché.

4.4.2. SOUS-TRAITANCE

Généralités

Le MAITRE D'OEUVRE ne peut sous-traiter la totalité des prestations ou les prestations essentielles du marché qui lui sont confiées.

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, le MAITRE D'OEUVRE est tenu au respect des dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique et du présent marché, et pour les architectes, des conditions prévues au code de déontologie des architectes.

Le MAITRE D'OEUVRE doit dans son offre indiquer au MAITRE D'OUVRAGE s'il a l'intention de recourir à la sous-traitance, et le cas échéant, la nature et le montant de chacune des prestations qu'il a l'intention de sous-traiter.

En cours d'exécution du présent marché, le MAITRE D'OEUVRE peut faire appel à de nouveaux sous-traitants pour exécuter certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du sous-traitant par le MAITRE D'OUVRAGE.

En cas d'acceptation du MAITRE D'OUVRAGE, le MAITRE D'OEUVRE reste entièrement responsable de son sous-traitant et des prestations sous-traitées.

Chaque sous-traitant ne peut intervenir que si le MAITRE D'OEUVRE a obtenu expressément par écrit de MAITRE D'OUVRAGE l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de son contrat de sous-traitance. Une copie de cette acceptation et de l'agrément est adressée par le MAITRE D'OUVRAGE au sous-traitant.

Conformément à l'article R.2193-3 du code de la commande publique, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement ne seront accordés qu'après notification, par remise en main propre contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception, par le MAITRE D'OEUVRE au MAITRE D'OUVRAGE d'une déclaration et du contrat de sous-traitance dans lesquels devront être indiqués :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le MAITRE D'OEUVRE remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique.

Tout marché de sous-traitance d'un montant supérieur à **600 € TTC** conclu entre le MAITRE D'OEUVRE et un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le MAITRE D'OUVRAGE fait l'objet d'un paiement direct par le MAITRE D'OUVRAGE au sous-traitant dans les conditions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique et au présent CCAP.

En aucun cas les conditions de paiement du sous-traitant ne pourront déroger à ce paiement direct.

Le contrat de sous-traitance devra être obligatoirement accompagné :

- des certificats de qualification du sous-traitant proposé,
- des attestations d'assurances responsabilité civile professionnelle des sous-traitants.

Les surprimes qui pourraient être demandées par l'assureur du MAITRE D'OUVRAGE en raison de l'intervention d'un sous-traitant, même agréé, restent dans tous les cas à la charge du MAITRE D'OEUVRE qui assurerait le remboursement sur simple demande du MAITRE D'OUVRAGE.

Il en est de même pour tous les frais supplémentaires résultant de l'intervention de sous-traitants.

Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse ses pièces justificatives servant de base au paiement au MAITRE D'OEUVRE qui dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de ces pièces pour les revêtir de son acceptation ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé d'acceptation.

- Si le MAITRE D'OEUVRE accepte les pièces justificatives, il adresse au MAITRE D'OUVRAGE le montant des sommes à régler. Le paiement direct du sous-traitant intervient dans les conditions prévues à l'article 6.3.
- En l'absence de réponse adressée au sous-traitant dans le délai de 15 jours, le MAITRE D'OEUVRE est réputé avoir accepté les pièces justificatives. Dans cette hypothèse, le sous-traitant peut s'adresser au MAITRE D'OUVRAGE pour obtenir paiement en lui faisant parvenir directement copie des pièces justificatives et de l'accusé de réception de leur envoi au MAITRE D'OEUVRE.
- Dès réception de ces éléments, le MAITRE D'OUVRAGE met en demeure le MAITRE D'OEUVRE de lui apporter la preuve, dans un délai de 15 jours, qu'il a opposé un refus motivé à la demande du sous-traitant. Si à l'issue de ce délai, cette preuve n'est pas rapportée, le MAITRE D'OUVRAGE paie le sous-traitant à concurrence des sommes dues au MAITRE D'OEUVRE dans les conditions prévues à l'article 6.3.

Résiliation du marché en cas de sous-traitance non autorisée

Dans le cas où des prestations seraient exécutées par un sous-traitant non accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par le MAITRE D'OUVRAGE, ce dernier peut résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 10.1 du présent CCAP.

4.5. OBLIGATION D'INFORMATION

Le MAITRE D'OEUVRE communique au MAITRE D'OUVRAGE toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au MAITRE D'OUVRAGE.

4.6. OBLIGATIONS EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE***4.6.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL***

Le MAITRE D'OEUVRE assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

4.6.2. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le MAITRE D'OEUVRE doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le MAITRE D'OUVRAGE, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le MAITRE D'OEUVRE et le coordonnateur SPS est soumis au MAITRE D'OUVRAGE.

4.7. SECRET PROFESSIONNEL

Le MAITRE D'OEUVRE est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le MAITRE D'OEUVRE s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

5. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Il appartient au MAITRE D'OUVRAGE, conformément aux dispositions de l'article L.2421-1 du code de la commande publique :

- de déterminer la localisation de l'opération
- d'élaborer le programme de l'opération envisagée tel que défini à l'article L.2421-2 du code de la commande publique, en précisant :
 - 1°) les objectifs que l'opération doit atteindre (dont les objectifs de développement durable) ;
 - 2°) les besoins que l'opération doit satisfaire ;
 - 3°) les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement ;
- de fixer l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux ;
- d'assurer le financement de l'opération ;
- de choisir le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé ;
- de conclure les marchés de travaux ayant pour objet les études et l'exécution des travaux de l'opération.

Conformément aux articles L.2421-3 à L.2421-6 du code de la commande publique :

- le MAITRE D'OUVRAGE élabore le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération avant tout commencement des études d'avant-projet (AVP) par le MAITRE D'OEUVRE. Toutefois, le programme et l'enveloppe financière peuvent être précisés avant tout commencement des études de projet (PRO) par le MAITRE D'OEUVRE.
- Pour les opérations de construction neuve portant sur des ouvrages complexes, l'élaboration du programme et la fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle peuvent se poursuivre pendant les études d'avant-projet (AVP).
- Les conséquences de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle sont prises en compte par une modification conventionnelle du marché public de maîtrise d'œuvre, dans le respect des articles L2194-1 à L.2194-3 du code de la commande publique.

6. REMUNERATION ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. REMUNERATION FORFAITAIRE

6.1.1. DEFINITION ET CONTENU DE LA REMUNERATION FORFAITAIRE

La rémunération du MAITRE D'OEUVRE est forfaitaire, mais peut être modifiée par l'incidence des travaux supplémentaires demandés par le MAITRE D'OUVRAGE et le jeu de la clause dite "d'incitation au respect du coût prévisionnel des travaux".

Le montant de la rémunération fixé à l'acte d'engagement par le MAITRE D'OEUVRE et accepté par le MAITRE D'OUVRAGE est réputé comprendre toutes les dépenses liées à l'exécution du marché y compris les frais généraux, frais d'assurances, impôts et taxes et, assurer au MAITRE D'OEUVRE une marge pour risques et bénéfices.

Elle est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

6.1.2. MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION

La répartition de la rémunération par éléments de mission est détaillée dans l'acte d'engagement.

6.1.3. ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R.2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du MAITRE D'OEUVRE lors de la procédure de passation du marché dont :

1° L'étendue de la mission fixée par l'acte d'engagement et le CCTP, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux, des délais impartis et, lorsqu'ils sont souscrits, des engagements pris par le maître d'œuvre de respecter le coût prévisionnel des travaux ;

2° Le degré de complexité de cette mission, apprécié notamment au regard du type et de la technicité de l'ouvrage, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes du programme ;

3° Le coût prévisionnel des travaux basé soit sur l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux établie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet sommaire, soit sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux, établie lors des études d'avant-projet définitif.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t_0 fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle (C_0) fixée dans l'acte d'engagement.

6.1.4. PASSAGE AU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le MAITRE D'OUVRAGE de l'APD et de l'engagement du MAITRE D'OEUVRE sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux (C) sur lequel s'engage le MAITRE D'OEUVRE.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 des études figurant à l'acte d'engagement.

Le coût prévisionnel de l'ouvrage et le montant définitif de rémunération sont fixés par avenant, sur le fondement de l'article R.2194-2 du code de la commande publique.

6.1.5. INCIDENCE DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Les travaux supplémentaires décidés à la seule initiative du MAITRE D'OUVRAGE pourront venir abonder la rémunération initiale dans la même proportion que le coût prévisionnel des travaux :

- si, dans leur ensemble, le montant des travaux supplémentaires excède 10 % du prix des marchés,
- et à la condition qu'ils ne résultent pas d'une erreur ou d'une omission du MAITRE D'OEUVRE.

Les travaux supplémentaires ne répondant ni à la définition, ni aux conditions qui précèdent ne pourront avoir pour effet d'augmenter la rémunération du MAITRE D'OEUVRE.

6.2. EVOLUTION DES PRIX

6.2.1. REVISION DES PRIX

Sans objet.

6.2.2. MODALITES D'ACTUALISATION DU PRIX FERME EN CAS DE MARCHE A COURTE DUREE

Conformément à l'article R.2112-11 du code de la commande publique, le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois m0 et la date de commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation, donné par la formule : $Ci = (Im-3) / Io$ dans laquelle Io est l'index ingénierie du mois m0 études et (Im-3) est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "m" contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

6.3. MODALITES DE REGLEMENT

6.3.1. AVANCES

Aucune avance forfaitaire n'est versée au MAITRE D'OEUVRE ou à ses sous-traitants éventuels.

6.3.2. ACOMPTES

Le règlement des sommes dues par le MAITRE D'OUVRAGE fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions suivantes :

a) Echancier de paiement des acomptes

En cas de co-traitance du marché, si l'un des cotraitants a une mission limitée aux Etudes, les règlements versés par le MAITRE D'OUVRAGE pour les éléments de cette mission d'Etudes ne pourront excéder 90 % de leur total, et ce afin de pouvoir répercuter les éventuelles évolutions entre l'enveloppe financière prévisionnelle C0 et l'estimation du coût prévisionnel des travaux C.

Cette retenue de 10 % ne pourra être versée qu'après accord entre le mandataire du groupement de cotraitants et le MAITRE D'OUVRAGE sur l'application du résultat des calculs de la clause d'incitation au respect de l'estimation prévisionnelle des travaux.

Pour l'établissement des études d'esquisse

L'établissement de l'acompte relatif à l'élément esquisse est effectué dès validation des éléments par le MAITRE D'OUVRAGE dans les conditions précisées à l'article 4.2.1. b/.

Pour l'établissement des documents d'études suivants : Avant-Projet Sommaire (APS), Avant-Projet Définitif (APD) et Etudes de Projet (PRO)

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le MAITRE D'OUVRAGE dans les conditions précisées à l'article 4.2.1. b/.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-PI, aucune prestation ne sera réglée avant son achèvement.

Pour l'exécution de prestations d'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : **50 %** ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le MAITRE D'OUVRAGE de (ou des) offre(s) des entreprises : **50 %**.

Pour l'exécution de la mission de synthèse (SYN) et du visa (VISA)

Les prestations incluses dans les éléments Synthèse et Visa sont réglées comme suit :

- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du MAITRE D'OEUVRE,
- sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le MAITRE D'OEUVRE, accompagné des justificatifs nécessaires.

Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Les prestations incluses dans les éléments Direction de l'exécution des contrats de travaux et Assistance au Maître de l'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement, pourront être partiellement réglées avant leur achèvement, comme indiqué ci-après.

Les règlements versés au MAITRE D'OEUVRE pendant la période séparant l'ouverture de chantier de l'issue des visites de réception ne pourront excéder **75 %** de la rémunération totale de ces deux éléments de mission. Cette partie de la rémunération sera versée par acomptes successifs selon une périodicité convenue avec le MAITRE D'OUVRAGE, dans une proportion comparable à l'avancement des travaux.

Le solde sera libéré selon les proportions et les modalités suivantes :

- **20 %** lors de la présentation des procès-verbaux de réception à la signature du MAITRE D'OUVRAGE,
- **20 %** lors de la remise au MAITRE D'OUVRAGE de l'intégralité des décomptes définitifs des entreprises vérifiés et accompagnés des propositions de pénalités et du rapport détaillé les justifiant,
- **20 %** lors de la présentation des procès-verbaux de levées de réserves à la signature du MAITRE D'OUVRAGE,
- **20 %** lors de la délivrance de l'attestation de non opposition à la déclaration de conformité visée à l'article R.462-10 du code de l'urbanisme,
- **20 %** lors de la remise du rapport de visite de contrôle de parfait achèvement.

Toutefois, si à l'issue d'un délai de **vingt-quatre mois** suivant la date de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux au permis, l'attestation de non opposition à la déclaration de conformité visée à l'article R.462-10 du code de l'urbanisme n'a pas été délivrée, le MAITRE D'OEUVRE pourra obtenir le paiement du solde de ses honoraires, à la condition d'apporter au MAITRE D'OUVRAGE la justification que la non obtention de ladite attestation ne trouve ni sa cause, ni son origine dans les conditions d'exécution de ses missions de conception et de surveillance des travaux.

b) Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments esquisse, avant-projet sommaire (APS) et avant-projet définitif (APD) seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments esquisse, APS et APD.

c) Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au MAITRE D'OEUVRE fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

État périodique

L'état périodique, établi par le MAITRE D'OEUVRE, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le MAITRE D'OEUVRE du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article du CCAG-PI, le MAITRE D'OEUVRE envoie au MAITRE D'OUVRAGE, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le MAITRE D'OUVRAGE correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le MAITRE D'OEUVRE des documents d'étude et calculées conformément à l'article 8.1 du présent CCAP.

Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au MAITRE D'OEUVRE est déterminé par le MAITRE D'OUVRAGE qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
3. L'incidence de la TVA ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au MAITRE D'OEUVRE.

Le MAITRE D'OUVRAGE notifie au MAITRE D'OEUVRE l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du MAITRE D'OEUVRE, il joint le décompte modifié.

6.3.3. SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le MAITRE D'OEUVRE adresse au MAITRE D'OUVRAGE une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

a) Décompte final

Le décompte final établi par le MAITRE D'OUVRAGE comprend :

1. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
2. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le MAITRE D'OUVRAGE, telle que définie au présent CCAP ;
3. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au MAITRE D'OEUVRE en application du présent marché ;
4. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale à la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

b) Décompte général - État du solde

Le MAITRE D'OUVRAGE établit le décompte général qui comprend :

1. Le décompte final ci-dessus ;
2. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
3. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
4. L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
5. L'incidence de la TVA ;
6. L'état du solde à verser au MAITRE D'OEUVRE (montant du solde + TVA + incidence de la révision) ;
7. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le MAITRE D'OUVRAGE notifie au MAITRE D'OEUVRE le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le MAITRE D'OEUVRE.

6.3.4. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception par le MAITRE D'OUVRAGE du projet de décompte périodique ou de la notification au MAITRE D'OUVRAGE de l'acceptation par le MAITRE D'OEUVRE du décompte général conformes aux dispositions du présent marché.

Toutefois, si, du fait du MAITRE D'OEUVRE il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension interviendra après envoi par le MAITRE D'OUVRAGE au MAITRE D'OEUVRE, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'un courrier recommandé avec accusé de réception précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Ce courrier doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de la réception du courrier recommandé.

Elle prend fin au jour de réception par le MAITRE D'OUVRAGE, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par le MAITRE D'OEUVRE comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le délai laissé au MAITRE D'OUVRAGE pour mandater, à compter de la fin de la suspension, ne peut en aucun cas être inférieur à quinze jours.

6.3.5. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le solde de la rémunération ne pourra intervenir qu'après production par le MAITRE D'OEUVRE de l'attestation de sa compagnie d'assurance mentionnant explicitement le nom de l'opération et le montant couvert.

7. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

En complément de l'article 8 du CCAG-PI, il est précisé que le MAITRE D'OEUVRE (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1382 et suivants du code civil ainsi que des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, le MAITRE D'OEUVRE (et le cas échéant chacun des cocontractants) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités visées ci-avant (responsabilité contractuelle de droit commun - articles 1382 et suivants du code civil, ainsi que responsabilité pour tout dommage relevant des garanties des constructeurs - articles 1792 et suivants du Code civil).

Ce contrat d'assurance doit être conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Le MAITRE D'OEUVRE devra fournir chaque année jusqu'à l'achèvement de sa mission, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du MAITRE D'OUVRAGE, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le MAITRE D'OUVRAGE pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final ou à toute autre moment sur demande du MAITRE D'OUVRAGE.

8. PENALITES ET PRIMES

Chacun des manquements du MAITRE D'OEUVRE aux obligations définies dans le marché subséquent et notamment au présent CCAP peut donner lieu à pénalisation.

Le montant des pénalités appliquées par le MAITRE D'OUVRAGE viendra en déduction des paiements à effectuer au titre de la rémunération du MAITRE D'OEUVRE.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités suivantes sont applicables par le MAITRE D'OUVRAGE, sans mise en demeure préalable, au MAITRE D'OEUVRE :

8.1. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA PRESENTATION ET OU VALIDATION DE DOCUMENTS

En cas de retard du MAITRE D'OEUVRE dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'acte d'engagement, le MAITRE D'OEUVRE encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 100 €.

8.2. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LE CONTROLE ET LA TRANSMISSION DES ETATS DE SITUATION MENSUELS DES ENTREPRISES ET DES DECOMPTES DEFINITIFS

Si les délais fixés à l'article 1.7.2 c/ du CCTP pour le contrôle et la transmission au MAITRE D'OUVRAGE des états de situation mensuels et des décomptes définitifs des entrepreneurs ne sont pas respectés, le MAITRE D'OEUVRE se verra appliquer de plein droit une pénalité dont le montant par jour de retard, y compris les

dimanches et jours fériés, est fixé à 1/5000^{ème} du montant cumulé des états de situation mensuels ou des décomptes définitifs non contrôlés et non transmis.

Si du fait du retard imputable au MAITRE D'OEUVRE, le MAITRE D'OUVRAGE était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, le MAITRE D'OEUVRE serait redevable du montant des intérêts moratoires.

8.3. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte définitif, est de 2 semaines à compter de la réception par le MAITRE D'OEUVRE du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le MAITRE D'OEUVRE encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 600 €.

8.4. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'ETABLISSEMENT DES PROCES-VERBAUX DE PRE-RECEPTION ET DE RECEPTION

Les procès-verbaux de pré-réception de réception devront être soumis à la signature du MAITRE D'OUVRAGE dans les **quinze jours** suivants les visites correspondantes.

A défaut, le MAITRE D'OEUVRE subira sur ses créances une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

8.5. CLAUSE D'INCITATION AU RESPECT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article R.2432-4 du code de la commande publique, il sera fait application des pénalités suivantes, en cas de dépassement excédant les seuils de tolérance :

8.5.1. AU COURS DES ETUDES

Refonte du projet jusqu'à ce que les offres des entreprises entrent dans le budget fixé par le MAITRE D'OUVRAGE assorti du seuil de tolérance.

8.5.2. A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Réduction de 15 % de la rémunération correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des contrats de travaux (taux mentionnés à l'Acte d'Engagement).

Pour l'application de cette clause, il est précisé :

- qu'il sera tenu compte, pour déterminer le coût constaté, des travaux supplémentaires imprévus résultant d'erreurs ou d'omission du MAITRE D'OEUVRE, que le coût constaté sera comparé à l'estimation prévisionnelle, en base de valeur équivalente.

8.6. SUBVENTION, PRIMES OU MAJORATIONS DE FINANCEMENT

Dans le cas où les organismes prêteurs, ou les concessionnaires refusent de verser la prime ou le complément de financement, pour non obtention des coefficients de qualité M1, M2, M3, M4, M5, M6 arrêtés dans la note programme ainsi que du label, du nombre d'étoiles, ou autres performances énergétique ou technique, et dans la mesure où la responsabilité du MAITRE D'OEUVRE sera en cause, le MAITRE D'OUVRAGE appliquera sur les honoraires du MAITRE D'OEUVRE une retenue égale aux produits de ces primes ou financements non perçus par le taux de rémunération contractuel.

8.7. CLAUSE DE RESPECT DES DELAIS D'EXECUTION DES OUVRAGES

En cas de dépassement du délai d'exécution des ouvrages mentionné au calendrier général, le MAITRE D'OEUVRE subira des pénalités équivalentes à 8 € par logement et par jour calendaire de dépassement.

8.8. SECURITE CHANTIER

Suivant les termes de la loi du 31 décembre 1993 et son décret d'application du 26 décembre 1994 et suivants, l'ensemble des pénalités applicables au MAITRE D'OUVRAGE pour non-respect des obligations de la loi suite à une carence du MAITRE D'OEUVRE lui seront applicables.

8.9. PENALITES EN CAS D'ABSENCE AUX REUNIONS

Toute absence ou retard sera sanctionné par une pénalité de **100 €** par jour calendaire de retard.

9. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque élément de la mission de maîtrise d'œuvre tel que défini à l'acte d'engagement.

Considérant que chaque élément de la mission de maîtrise d'œuvre est assorti d'un montant indiqué à l'acte d'engagement, la décision prise par le pouvoir adjudicateur d'arrêter l'exécution au terme d'un élément de mission ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation de la mission de maîtrise d'œuvre dans les conditions de l'article 20 du CCAG-PI et de l'article 10.2 du présent CCAP.

10. RESILIATION

Les modalités de résiliation du présent marché sont celles prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

10.1. RESILIATION AUX TORTS DU MAITRE D'OEUVRE

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par le MAITRE D'OUVRAGE :

- en cas de défaillance du MAITRE D'OEUVRE dans l'exécution de ses obligations contractuelles et notamment dans l'un des cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI,
- si, par exception à l'article 32.1 du CCAG-PI, dans un délai de **8** jours après mise en demeure, le MAITRE D'OEUVRE n'a pas mis fin à une situation de sous-traitance non acceptée et non agréée par le MAITRE D'OUVRAGE dans les conditions prévues à l'article 4.4.2. du présent CCAP,
- si dans un délai de **5** jours après mise en demeure, le MAITRE D'OEUVRE n'a pas fourni les documents dont la production est exigée tous les 6 mois par la réglementation sur le travail dissimulé (art. L8222-1, R8222-1 à 8222-3 et D8222-4 à 8222-8 du code du travail),
- Si dans un délai de **5** jours après mise en demeure, le MAITRE D'OEUVRE ne rapporte pas la preuve qu'il a obtenu de son sous-traitant déclaré les documents requis par la réglementation sur le travail dissimulé.

En complément de l'article 32 du CCAG-PI, le marché pourra être résilié dans le cas où le MAITRE D'OEUVRE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 4.3.1 c/ du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié, la fraction des prestations déjà accomplies par le MAITRE D'OEUVRE et acceptées par le MAITRE D'OUVRAGE est rémunérée avec un abattement de **10 %**, sauf cas particuliers envisagés ci-après :

Le marché pourra être résilié avec abattement de **30 %** sur la fraction des prestations déjà accomplies par le MAITRE D'OEUVRE dans les cas suivants :

- Si le MAITRE D'OEUVRE s'avère incapable de mener les études suivant les modalités définies au CCTP.
 - Si les retards (ou les dépassements d'échéances) constatés dans la réalisation des éléments de mission de la phase "études" (ACT inclus) atteignent ou dépassent **30** jours.
-

10.2. RESILIATION SANS FAUTE SUR DECISION DU MAITRE D'OUVRAGE

Si le MAITRE D'OUVRAGE résilie en cours d'exécution la mission du MAITRE D'OEUVRE sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée au MAITRE D'OEUVRE par courrier recommandé avec accusé de réception ou par remise en main propre contre récépissé et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Si la résiliation intervient en raison de l'arrêt de l'exécution des prestations au terme d'un élément de la mission de maîtrise d'œuvre en application de l'article 9 ci-avant, le MAITRE D'OEUVRE n'a droit à aucune indemnité au titre de son manque à gagner.

Si la résiliation intervient en raison de l'arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution d'un élément de la mission de maîtrise d'œuvre, le MAITRE D'OEUVRE a droit à une indemnité forfaitaire au titre de son manque à gagner calculée en appliquant au montant hors T.V.A., non révisé, de la partie résiliée de l'élément de mission de maîtrise d'œuvre en cours d'exécution, un pourcentage fixé à **10 %**.

Dans ces cas de résiliation, et par dérogation aux articles 33 et 34.2 du CCAG-PI, les sommes portées au crédit du MAITRE D'OEUVRE comprennent :

- La valeur des prestations fournies au MAITRE D'OUVRAGE, savoir :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement en application de l'article 35 du CCAG-PI.
- Les dépenses engagées par le MAITRE D'OEUVRE en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au MAITRE D'OUVRAGE, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;
 - le coût des installations, matériels et outillages, réalisés en vue de l'exécution du marché ;
 - les autres frais du MAITRE D'OEUVRE se rapportant directement à l'exécution du marché.
- Les dépenses de personnel dont le MAITRE D'OEUVRE apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.
- Le cas échéant, si la résiliation intervient en cours d'exécution d'un élément de mission, une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors T.V.A., non révisé, de la partie résiliée de l'élément de mission de maîtrise d'œuvre en cours d'exécution, un pourcentage fixé à **10 %**.

10.3. RESILIATION EN CAS DE FORCE MAJEURE

Le contrat cesserait également de plein droit, sans qu'il y ait lieu à l'intervention de l'une ou l'autre des parties contractantes, si l'opération de construction ne pouvait être menée à son terme en raison d'événements indépendants de la volonté du MAITRE D'OUVRAGE et du MAITRE D'OEUVRE, notamment, impossibilité d'obtenir des crédits, non obtention d'un bail à construction, impossibilité ou refus de vente du terrain, permis de construire refusé.

Il en serait de même en cas de décès du MAITRE D'OEUVRE ou de dissolution d'une société (MAITRE D'OEUVRE ou MAITRE D'OUVRAGE).

Dans ces cas de résiliation, conformément à l'article 34.4 du CCAG-PI, le décompte de liquidation du MAITRE D'OEUVRE comprendra :

- Au débit du MAITRE D'OEUVRE :
 - le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif et de solde ;

- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au MAITRE D'OEUVRE que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le MAITRE D'OUVRAGE cède à l'amiable au MAITRE D'OEUVRE ;
- le montant des pénalités.
- Au crédit du MAITRE D'OEUVRE :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement en application de l'article 35 du CCAG-PI.

10.4. OBLIGATION DU MAITRE D'OEUVRE EN CAS DE RESILIATION

Postérieurement à la résiliation ou à la cessation du contrat, qu'elle qu'en soit la cause, le MAITRE D'OEUVRE s'oblige à remettre au MAITRE D'OUVRAGE les documents nécessaires à la poursuite de la mission interrompue.

11. CO-TRAITANCE - SOLIDARITE

Si la Maîtrise d'Œuvre a été confiée à une équipe comprenant plusieurs intervenants, signataires du marché, la mission attribuée à chacun d'eux porte sur la totalité des éléments de mission contractuellement retenus, sans qu'aucun d'eux ne puisse exciper d'accords particuliers, de rémunération notamment, pour limiter son intervention à telle ou telle phase de la conception et de la réalisation.

Dans tous les cas l'équipe désigne un mandataire qui assure les relations avec le MAITRE D'OUVRAGE et coordonne l'activité des divers intervenants. Il est obligatoirement responsable de l'intégralité des tâches de conception, sa responsabilité et son intervention propres ne pouvant être diminuées par celles des Maîtres d'œuvre cocontractants.

La mission du mandataire est définie en annexe du présent CCAP (ANNEXE 1).

Les divers cocontractants de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre sont solidaires de l'exécution du contrat et de ses suites à l'égard du MAITRE D'OUVRAGE.

Toutefois, si l'un des cocontractants, autre que le mandataire de l'équipe, est titulaire d'une mission limitée à la conception ou à la réalisation d'une partie de l'ouvrage, cette limitation devant être obligatoirement mentionnée à l'Acte d'Engagement, les effets de solidarité avec les autres membres de l'équipe seront, en ce qui le concerne, limités aux obligations de la conception et de la réalisation de cette partie de l'ouvrage.

12. PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

L'option B du CCAG-PI s'applique au présent marché.

En application de l'article B.25 du CCAG-PI, le MAITRE D'ŒUVRE du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales pour les destinations précisées à l'article 12.1 ci-après :

12.1. DROITS PATRIMONIAUX

En complément de l'article B.25.1 du CCAG-PI, par les présentes et en contrepartie de sa rémunération convenue, le MAITRE D'OEUVRE cède et transfère, à compter de ce jour et au fur et à mesure de l'exécution des prestations objets du présent contrat, au MAITRE D'OUVRAGE, qui accepte, ses droits patrimoniaux d'auteur.

Le MAITRE D'OUVRAGE est ainsi autorisé à exploiter, en exclusivité, dans le monde entier les droits patrimoniaux relatifs à la propriété littéraire et artistique ci-après définis que le MAITRE D'OEUVRE détient.

Les droits patrimoniaux, objet de la présente cession, sont les suivants :

- Droit de photocopier, de photographier, d'éditer ou de reproduire de quelque manière que ce soit les études, plans, croquis ou maquettes de l'ouvrage réalisés par le MAITRE D'OEUVRE et plus généralement l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent contrat ;
- Droit de reproduire et de représenter sur tous supports quelle qu'en soit la nature, (papier, multimédia, télévisuelle, photographique, cinématographique, picturale, graphique ...) par tous procédés, les prestations du MAITRE D'OEUVRE et de distribuer, diffuser ou vendre par tous moyens lesdites reproductions ;
- Droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou de faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux prestations objets du présent contrat ou à des éléments de ces prestations ;
- Droit de communiquer à des tiers les prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du présent contrat ;
- Droit de céder tout ou partie des droits présentement acquis et d'accorder toutes licences d'exploitation à des tiers des droits présentement cédés ;
- Droit d'exécution répétée des études, plans, croquis, maquettes ou projet type de l'ouvrage réalisés par le MAITRE D'OEUVRE et plus généralement de l'ensemble des prestations objets du présent contrat.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du contrat ne peuvent être opposés au MAITRE D'OUVRAGE pour la réalisation des prestations objets du présent contrat.

La présente cession est consentie par le MAITRE D'OEUVRE au MAITRE D'OUVRAGE pour l'univers entier.

La présente cession est consentie par le MAITRE D'OEUVRE au MAITRE D'OUVRAGE pour toute la durée des droits présentement cédés.

Le MAITRE D'OEUVRE garantit le MAITRE D'OUVRAGE contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations, notamment pour l'exercice du droit de reproduire.

Dans l'hypothèse où le MAITRE D'OEUVRE ne menait pas à bout sa mission pour quelque cause que ce soit, la présente cession de droits d'auteur concernerait les droits sur les œuvres réalisées par le MAITRE D'OEUVRE jusqu'au jour de son départ.

12.2. DROIT MORAL

Le MAITRE D'OEUVRE a le droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre.

Le MAITRE D'OEUVRE a notamment le droit :

- d'inscrire son nom sur l'œuvre qu'il s'agisse des plans d'étude, de conception ou de l'ouvrage lui-même,
- de voir précisés ses nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photographies de l'ouvrage,
- de veiller au respect de sa signature.

Le MAITRE D'OEUVRE ne pourra toutefois s'opposer aux travaux d'adaptation ou de rénovation ou à la destruction de l'ouvrage justifiés par des impératifs techniques ou réglementaires.

Le MAITRE D'OEUVRE ne peut faire aucun usage commercial des prestations objets du présent contrat, ni publier ou communiquer ces prestations à des tiers sans l'autorisation préalable du MAITRE D'OUVRAGE.

Dans l'hypothèse où le MAITRE D'OEUVRE ne menait pas à bout sa mission pour quelle que cause que ce soit, il s'engage à accepter que les prestations commencées soient achevées par un autre Maître d'œuvre que lui désigné par le MAITRE D'OUVRAGE.

13. AVENANTS

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant sur le fondement de l'article R.2194-2 du code de la commande publique.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions des articles L.2421-3 à L.2421-5 du code de la commande publique ; des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le MAITRE D'OUVRAGE, conformément à l'article L.2432-2 du code de la commande publique ;
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le MAITRE D'OUVRAGE et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ;
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

14. REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 37 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera, faute d'être résolu à l'amiable entre les parties, de la compétence exclusive du tribunal dont dépend le MAITRE DE L'OUVRAGE. En cas de litiges relatifs à l'exécution de ce contrat, le droit français est seul applicable.

15. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
Art. 4.1	Art. 2
Art. 26.3	Art. 4.2.1
Art.11.2	Art. 6.3.2
Art. 14.1	Art. 8
Art. 33 et 34	Art. 10.2
Art. 36	Art. 10.1

Fait à ISSY-LES-MOULINEAUX, le : 

Signature du MAITRE D'OEUVRE
Précédée de la mention "Lu et approuvé"

Signature du représentant du MAITRE DE L'OUVRAGE
Précédée de la mention "Lu et approuvé"

16. ANNEXE N° 1 : MISSION DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du MAITRE D'OUVRAGE, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le MAITRE D'OUVRAGE.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Coordonner l'établissement des dossiers de candidature et les déposer dans les délais et formes prescrits par le dossier de consultation, à partir des pièces remises en temps utile, par les membres du groupement.
- Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :

Option 1 : Signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.

- Transmettre au MAITRE D'OUVRAGE les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.
- Assurer les missions de coordination portant à la fois sur les études et sur les travaux :
 - établir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour
 - informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application
 - s'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre
 - organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre
 - proposer au MAITRE D'OUVRAGE la réception des travaux.
- Transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du MAITRE D'OUVRAGE ou de son représentant.
- Remettre, au MAITRE D'OUVRAGE, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.
- Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au MAITRE D'OUVRAGE après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.
- Toute autre communication destinée au MAITRE D'OUVRAGE est transmise :

Option 2 : Exclusivement par le mandataire.

- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc.
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre.
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre.
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes.
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.